

**OBSERVATOIRE DE L'ASIE DU SUD
SEMINAIRE ANNUEL
RECONFIGURATIONS OF CIVIL-MILITARY
RELATIONS IN INDIA AND PAKISTAN**

Date : Mercredi 26 février 2020

Lieu : Amphithéâtre 4, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)

Objet : Deuxième séminaire annuel de l'Observatoire Asie du sud (DGRIS-IRSEM et Noria). Le séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du sud a pour objectif de réunir les contributions de chercheurs travaillant sur un sujet prégnant afin de participer à une meilleure compréhension des dynamiques politiques, sociales et stratégiques qui animent l'Asie du sud. Conformément à ces dispositions, la deuxième édition de ce séminaire devait réunir quatre chercheurs invités travaillant sur des problématiques afférentes à la recomposition des interactions entre acteurs civils et militaires en Inde et au Pakistan. Les interventions ont été discutées par des chercheurs français travaillant sur des aires géographiques différentes, afin de dépasser la seule compréhension des dynamiques politiques en Asie du sud et, dans une démarche réflexive, de fournir des outils d'analyse du contexte européen contemporain.

Cette deuxième édition du séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du sud devait initialement avoir lieu le 5 décembre 2019 à l'IRSEM. Elle a cependant dû être reportée en raison du mouvement de grève nationale en France qui ne permettait pas d'assurer la venue ou le retour des intervenants, étrangers comme Français, aux dates prévues. Le séminaire a donc été reprogrammé pour le 26 février. Mais là encore, l'organisation a dû faire face à de sérieuses difficultés de dernière minute. Trois intervenants sur quatre ont annulé leur présence, entre une semaine et une journée avant la tenue effective de celui-ci. Tout d'abord, de très sérieuses raisons de santé ont contraint Madame Zoha Waseem à annuler sa participation le 18 février. Ce même jour, Monsieur Anit Mukherjee, chercheur en poste à la *S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS)* de Singapour a notifié les organisateurs de l'interdiction de déplacement à l'étranger prise par son institution de rattachement, dans le contexte de l'épidémie de Coronavirus. Ces deux contributions n'ont donc pas fait l'objet d'une présentation. Enfin, la veille du séminaire Madame Ayesha Siddiqa, basée en Grande-Bretagne quoique de nationalité pakistanaise, a informé les organisateurs de son impossibilité à se déplacer hors du territoire en raison des nouvelles contraintes afférentes au Brexit. Madame Siddiqa est donc intervenue par Skype.

Les intervenants :

Steven I. Wilkinson est le détenteur de la chaire Nilekani d'études de l'Inde et de l'Asie du sud et professeur de sciences politiques et d'affaires internationales à l'université de Yale, où il dirige également le *Whitney and Betty MacMillan Center for International and Area Studies*. Son livre le plus récent est *Army and Nation*, publié en janvier 2015 par *Harvard University Press* (*Permanent Black* pour l'édition sud-asiatique). Son travail analyse la gestion réussie de l'Inde des déséquilibres de l'armée coloniale dont elle a hérité en 1947. Il travaille actuellement avec Saumitra Jha (Stanford GSB) sur un ouvrage qui portant sur le conflit et le changement politique, dont la première partie, qui s'intéresse au rôle joué par les anciens combattants dans la partition de l'Inde, a été publiée sous forme d'article dans *American Political Science Review*.

Ayesha Siddiqa est titulaire d'un doctorat en études des conflits obtenu au King's College de Londres. Elle est l'auteur de deux livres de renommée internationale, dont *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*. Ses contributions s'inscrivent dans les champs de la prise de décision militaire, de l'économie de la défense, et des relations civil-militaires dans les pays d'Asie du sud. Elle est l'auteur de 12 chapitres de livres et a publié plus de 300 articles dans des revues universitaires et des articles d'opinion dans des médias tels que le *New York Times*, *Al-Jazeera*, *The Indian Express*, *The Dawn*, *Jane's Defence Weekly*.

Les intervenants empêchés :

Anit Mukherjee est professeur adjoint au programme Asie du sud de la *S. Rajaratnam School of International Studies* (RSIS), à Singapour, qu'il a rejoint après un post-doctorat au *Center for the Advanced Study of India* (CASI), de l'Université de Pennsylvanie et un doctorat à l'université Johns Hopkins. Il est l'auteur de *The Absent Dialogue: Politicians, Bureaucrats and the Military in India* (NY: Oxford University Press, 2019). Il a également co-édité, avec Rajesh Basrur et TV Paul, *India-China Maritime Competition: The Security Dilemma at Sea* (Routledge, 2019) et, avec C. Raja Mohan, *India's Naval Strategy and Asian Security* (Routledge, 2015).

Titre de l'intervention :

From Control to Effectiveness: The Shifting Focus of Civil-Military Relations in India

Zoha Waseem est une chercheuse associée à l'University College de Londres. Elle est titulaire d'un doctorat du département des études des conflits obtenu auprès du *King's College* de Londres et était auparavant chargée de cours à la *School of Oriental and African Studies* (SOAS). Elle co-coordonne le *Urban Violence Research Network*, une plateforme mondiale qui promeut et soutient la recherche sur la violence urbaine et des sujets connexes, tels que le crime organisé et l'action policière.

Titre de l'intervention :

The pluralisation of public policing in metropolitan Karachi and its implications

Les discutants:

Grégory Daho, maître de conférences en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-Paris) et ancien chercheur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), a achevé sa thèse de doctorat en 2013 sous la direction de Michel Dobry. Ses travaux partent sur l'évolution de la sécurité internationale, des doctrines et des groupes professionnels qui la fabriquent, ainsi que sur les logiques décisionnelles attenantes à la "gestion" des crises et aux interventions armées.

Cyril Magnon-Pujo est maître de conférences en science politique au sein de l'université Lumière Lyon 2 et chercheur au laboratoire Triangle. Ses travaux, dans le domaine de la sociologie politique de l'international, portent sur la construction sociale des normes, et réévaluent les mécanismes de « gouvernance globale » en s'intéressant particulièrement aux interactions entre acteurs privés et publics dans le domaine de la violence. A partir des terrains d'enquête sur les compagnies de sécurité privée et, plus récemment, sur les armes autonomes, il conduit des recherches sur l'organisation sociale de la violence aujourd'hui. Il coordonne actuellement le projet de recherche « Gouverner la violence ? Dynamiques normatives autour de la violence contemporaine » (projet IdexLyon).

Les discutants des autres interventions

Juliette Genevaz est le chercheur Chine à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM). Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université d'Oxford (Saint Antony's college), elle a rejoint l'IRSEM après un TransAtlantic Postdoctoral Fellowship for International Relations and Security (TAPIR) passé à l'Institut Français des Relations Internationales (Ifri) et à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP, Berlin).

Anne le Huérou est maîtresse de conférences en études contemporaines russes et post-soviétiques à l'Université Paris Nanterre et chercheuse associée à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP). Son travail porte sur la mobilisation et le contrôle de la société civile sur les organismes russes chargés de l'application des lois. Elle a récemment commencé à travailler sur les trajectoires de vie des combattants retraités après la guerre. Elle a co-édité, avec Aude Merlin, Amandine Regamey et E. Sieca Kozłowski, *Tchéchénie, une affaire intérieure ?* (2015). Sa dernière publication est « Une mémoire sous contraintes : la commémoration de la prise d'otages de Beslan », *Ethnologie française* n° 01/2019.

Principaux enjeux soulevés lors du séminaire :

Les interventions des professeurs Steven Wilkinson et Ayesha Siddiqa ont démontré, en creux, la dimension interactionniste et processuelle des relations civilo-militaires. Tous deux ont ainsi souligné l'importance de replacer l'examen des relations contemporaines entre acteurs civils et militaires dans une perspective historique plus large retraçant les trajectoires politiques de l'Inde et du Pakistan depuis 1947. La compréhension des interactions civilo-militaires requiert en effet d'être étudiée au prisme, d'une part de la configuration et des modalités d'exercice du pouvoir étatique, et d'autre des enjeux stratégiques et socio-économiques internes. A cet égard, un point commun aux deux présentations a été la mise en exergue du caractère extensible de ce qui entre dans le « champ sécuritaire » dont les reconfigurations récentes sont autant l'effet des responsables civils que militaires.

- **Steven I. Wilkinson, « *Army and Nation in India Today* »**

Dans sa présentation, Steven I. Wilkinson analyse les changements significatifs que connaissent les relations civils-militaires en Inde depuis l'élection de Narendra Modi au poste de Premier ministre en 2014. Les réformes entreprises par le gouvernement issu du *Bharatiya Janata Party* (BJP) s'inscrivent en contrepoint d'une trajectoire historique qui remonte à 1947. A cette époque, les premiers dirigeants de l'Inde indépendante, et notamment le Premier ministre Jawaharlal Nehru, se sont attachés à restreindre le pouvoir de l'institution militaire afin d'assurer la prédominance des responsables politiques civils dans la conduite de l'Etat. Au cours des décennies suivantes, cette répartition du pouvoir entre acteurs civils et militaires a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment lors de deux défaites militaires majeures (en 1962 face à la République populaire de Chine, en 1999 face au Pakistan) en partie attribuées aux interférences de l'administration civile de la Défense dans l'élaboration des stratégies et des tactiques militaires. En dépit de ces revers et de nombreux appels à repenser l'architecture civilo-militaire indienne, celle-ci sera maintenue en l'état par les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir jusqu'en 2014.

Steven Wilkinson considère que les changements opérés depuis par le gouvernement de Narendra Modi sont à mettre en relation avec sa centralisation inédite du pouvoir et ses pratiques de gouvernement. A cet égard, les principales orientations politiques sont élaborées par un cercle d'acteurs restreint, composé du Premier ministre, de son fidèle conseiller et actuel ministre de l'Intérieur Amit Shah (président du BJP de juillet 2014 à janvier 2020) et du Conseiller à la sécurité nationale (*National Security Advisor*, NSA) Ajit Doval. Autour d'eux, un deuxième cercle, tout aussi restreint, de conseillers forment le Bureau du Premier ministre (*Prime Minister Office*, PMO), le cabinet où sont pensées la majorité des politiques mises en œuvre par le gouvernement actuel. Cette concentration du pouvoir au sein d'une minorité d'acteurs tous proches et fidèles au Premier ministre permet, selon S. Wilkinson, une mise en application rapide des décisions politiques par le biais d'un contournement des canaux traditionnels : dans ce schéma, les ministres et les membres de l'administration centrale de l'Etat sont relégués au rôle d'exécutants des décisions prises par le PMO. Steven Wilkinson considère que cette pratique strictement verticale du pouvoir a présidé à la réforme du secteur de la défense, transformant ainsi en profondeur l'équation civile-militaire indienne.

Ces changements renforcent la coordination interarmées et induisent la plus grande implication des acteurs militaires dans l'élaboration des politiques de défense et, plus largement, des politiques publiques. Ces réorientations remettent en cause la subordination du militaire au politique décidée par J. Nehru et considérée comme un élément fondateur de la démocratie indienne. Le Premier ministre s'attaque alors à un sujet jusque-là extrêmement sensible et potentiellement coûteux sur le plan politique.

La réforme la plus emblématique prise par le gouvernement BJP concerne la nomination, en décembre 2019, d'un chef d'état-major des armées (*Chief of Defence Staff*, CDS). Le poste de CDS réinstaura un commandement unique à la tête des trois armées pour la première fois depuis 1955, lorsque le gouvernement Nehru, soucieux de limiter la capacité de coordination interarmées, avait aboli la fonction de Commandant-en-chef des armées héritée de l'Inde britannique. Le général Bipin Rawat, chef de l'armée de terre jusqu'en décembre 2019, est le premier CDS : il dirige le nouveau département des Affaires militaires (*Department of Military Affairs*, DMA), où il dispose d'un mandat de coordination élargi aux domaines de l'acquisition de matériel militaire, de la répartition du budget de la défense et des orientations générales dans les domaines de la cybersécurité, de l'espace et des forces spéciales. Cependant, et contrairement à ce qui était attendu, le titulaire du poste de CDS est un général quatre étoiles, ce qui situe Bipin Rawat au même rang que les chefs des armées et ne lui confère par conséquent pas de pouvoirs décisionnels, y compris d'ordre opérationnel, sur les différentes armées.

En outre, Steven Wilkinson estime que si la nomination du CDS incarne l'ampleur des transformations opérées par le gouvernement Modi en matière de défense, les changements les plus significatifs sont à déceler au sein des instances de prise de décision. Le chercheur met en avant deux pratiques complémentaires : d'une part, la création de nouvelles entités de pouvoir (les comités) ; d'autre part la nomination de proches de N. Modi aux postes stratégiques de l'administration centrale. Les exemples avancés par S. Wilkinson concernent deux comités qui se sont rapidement révélés être le centre névralgique de prise de décision en matière de défense en vertu de leur tâche de coordination interarmées et interministérielle : le *Defence Planning Committee* (DPC) et le *Strategic Planning Group* (SPG). De façon inédite, tous deux sont dirigés par le Conseiller à la sécurité nationale, Ajit Doval, et non par le ministre ou le secrétaire d'Etat à la Défense, comme c'était traditionnellement le cas pour ce type d'instances. Ils comptent parmi leurs membres les trois chefs des armées et les secrétaires d'Etat de plusieurs ministères (Budget, Intérieur, Affaires étrangères, Energie atomique, Défense, etc.), ce qui limite sensiblement le rôle du ministre de la Défense dans le processus de prise de décision. Par leur importance et leur composition, ces instances institutionnalisent la centralisation du pouvoir opérée par le gouvernement N. Modi. Elles reconfigurent également les canaux traditionnels de prise de décision en formalisant les relations de proximité, tant sur plan interpersonnel qu'en termes d'accointances politiques, au plus haut niveau de la hiérarchie politique et militaire.

S. Wilkinson compare ainsi la méthode mise en œuvre au sein de l'état-major avec celle que le Premier ministre et ses proches conseillers ont utilisé au sein de la haute administration d'Etat. Concrètement, le contrôle exercé sur les carrières est accrue, ce qui tend à favoriser la progression de gradés qui soutiennent, ou pour le moins, ne s'opposent pas au programme politique du gouvernement. Par exemple, en 2019, le Général Bipin Rawat, le Maréchal Ramesh Kumar Singh Bhadauria, Chef d'état-major de l'armée de l'air et son homologue à la

Marine, l'amiral Karambir Singh, les trois principaux chefs d'état-major, ont été nommés par le gouvernement au détriment de candidats ayant plus d'ancienneté.

Steven Wilkinson attribue ce fonctionnement à la proximité idéologique d'une part et à la loyauté politique au pouvoir d'autre part. Il est un élément fondamental à la transformation de l'appareil de défense par sa capacité à multiplier et fluidifier les interactions entre les responsables politiques, la haute administration d'Etat et les principaux chefs d'état-major. Selon le chercheur, ce mode d'attribution de postes à responsabilité créé les conditions d'une politisation jusque-là inédite des forces armées indiennes, pressées de véhiculer leur approbation, voire leur soutien, à la politique du gouvernement par le biais d'une présence accrue dans les médias, les réseaux sociaux et le débat publique.

Parmi les exemples avancés par Steven Wilkinson à ce propos figurent par exemple la décision des commandants de l'armée de l'air de différer la publication de l'enquête sur l'abattage d'un hélicoptère indien par un « feu ami » lors de l'affrontement avec le Pakistan en février 2019. Il considère que ce choix a été motivé par l'influence négative qu'aurait pu avoir ce rapport sur la campagne du candidat Narendra Modi en mai 2019, essentiellement axée sur sa capacité à défendre les intérêts sécuritaires indiens. La participation des acteurs militaires dans le domaine politique se traduit également par l'intégration au gouvernement ou au sein du BJP : par exemple le Lieutenant-général Sarath Chand a rejoint le parti en avril 2019.

Steven Wilkinson conclut sa présentation en précisant que le rapprochement au plus haut niveau de l'Etat entre acteurs civils et militaires permet la mise en œuvre de réformes attendues de longue date et allant vers un renforcement des capacités opérationnelles des forces armées indiennes. Cependant, les réformes tendent à limiter l'expression d'opinions discordantes et par conséquent à appauvrir le débat pourtant crucial en matière de stratégie de défense. De plus, il considère que le démantèlement des institutions garantissant le contrôle du pouvoir par les acteurs civils porte un risque majeur. A terme, les acteurs militaires pourraient jouer un rôle prédominant dans le cas d'une fragilisation de l'autorité publique face à d'intenses contestations socio-économiques ou dans le cas d'un retour de gouvernements de coalition, aux pratiques moins verticales et dont l'autorité ne sera pas concentrée autour de quelques individus.

- **Ayesha Siddiqa, « Pakistan's Civil-Military Relations: From Government to Governance »**

La présentation d'Ayesha Siddiqa porte sur les nouvelles modalités de contrôle de l'Etat de la part de l'institution militaire au Pakistan. La chercheuse rappelle tout d'abord brièvement qu'au Pakistan, les acteurs militaires ont très tôt acquis un pouvoir considérable dans la conduite du pays, tantôt en prenant directement le pouvoir (1958, 1977, 1999), tantôt en intervenant plus ou moins directement dans le choix d'un gouvernement ou, plus largement, dans la prise de décision politique. Puis, Ayesha Siddiqa analyse un changement significatif dans les modalités de contrôle qu'exerce l'armée pakistanaise sur le pouvoir politique. Celle-ci délaisse désormais l'interférence directe dans les affaires politiques au profit d'une intervention plus souple et indirecte. La chercheuse identifie plusieurs avantages à un tel glissement. En premier lieu, l'armée maintient ainsi sa capacité à peser sur la conduite des affaires du pays sans pour autant s'exposer à une opposition d'ordre politique, qu'elle soit

partisane ou sociale. De plus, l'armée peut se présenter comme un acteur responsable, en donnant corps au récit traditionnel selon lequel elle serait en principe peu disposée à intervenir dans la sphère politique, mais capable et prête à le faire en cas de nécessité extrême. En outre l'institution militaire ne cherche plus seulement à peser sur les cercles décisionnels politiques, mais également à redorer son image en renforçant son acceptation au sein de la société pakistanaise. Enfin, A. Siddiqa observe qu'en préservant le fonctionnement démocratique des institutions, et en particulier la bonne tenue du processus électoral, ce changement dans les modes d'intervention de l'institution militaire permet au Pakistan de préserver une stabilité politique de façade, mais non moins cruciale, notamment auprès de pays tiers.

De fait, les élections nationales de juillet 2018 sont les premières au cours desquelles deux gouvernements civils se sont succédés, sans une intervention visible de l'armée. Cependant, et à la différence de nombreux commentateurs de la politique pakistanaise, A. Siddiqa ne retient pas cette alternance réussie comme révélatrice de la consolidation des fondements démocratiques du pays, pas plus qu'elle ne l'attribue à une nouvelle donne politique qui verrait les responsables politiques, civils, être parvenus à limiter la marge d'action des principaux gradés au sein de l'appareil d'Etat. Loin de témoigner de la stabilité réelle du pouvoir, la chercheuse estime au contraire qu'il s'agit uniquement de changements opérés au sein de l'institution militaire, ce qu'elle décrit comme le passage d'un mode de gouvernement vers un mode de gouvernance. A. Siddiqa qualifie cette nouvelle modalité d'exercice du pouvoir de « fusionniste » (*fusionist*). Elle consiste à laisser les dirigeants politiques nationaux briguer les principaux postes décisionnels (ministères, haute administration), tout en obtenant, en contrepartie, des nominations stratégiques au sein de l'appareil d'Etat. Cette répartition de l'autorité octroie une vaste marge d'autonomie aux acteurs militaires, capables de préserver leurs intérêts au sein des institutions étatiques tout en étant en mesure de freiner l'ascension des responsables politiques qui n'auraient pas l'assentiment du quartier-général des forces armées (*General Headquarters, GHQ*).

Ainsi délestée de toute responsabilité politique formelle, l'armée peaufine son image de gardienne de l'Etat, et c'est forte de cette représentation qu'elle étend sa mainmise sur le domaine économique, analyse A. Siddiqa. A cet égard, l'élection d'Imran Khan au poste de Premier ministre en 2018 a créé les conditions de la participation de l'institution militaire à la planification de l'économie nationale. Le cas d'étude particulièrement significatif concerne la gestion, par le Pakistan, de son Corridor économique avec la Chine (CPEC). Lors de la signature de l'accord en avril 2015, les négociations et la mise en œuvre de cette initiative ont été entièrement menées par le gouvernement du Premier ministre N. Sharif. Du reste, c'est précisément cette gestion par un gouvernement dont la rente politique est concentrée dans le Pendjab qui explique, selon A. Siddiqa, que les investissements chinois initialement répartis sur l'ensemble du territoire pakistanaise aient été détournés pour se concentrer sur cette seule province de l'est. Cette concentration se traduit par la priorité attribuée aux infrastructures formant le corridor oriental, au détriment de l'ouest, où se trouvaient des provinces dirigées par l'opposition (Khyber Pakhtunkhwa) ou dont l'intérêt électoral était jugé secondaire (Balouchistan). Or en 2018, le CPEC occupe une place centrale dans le discours anti-corruption de la campagne d'Imran Khan. Le candidat dénonce l'opacité de la gestion du projet par le gouvernement Sharif, l'inégale répartition des fonds alloués aux provinces et les graves défis en matière de sécurité qui en découlent, en particulier au Balouchistan. A.

Siddiqa n'analyse pas cette rhétorique extrêmement critique, y compris à l'égard de la Chine, comme une réelle aspiration à plus de transparence. Il s'agit plutôt d'une tactique permettant la reconfiguration ultérieure de la gestion du CPEC côté pakistanais, de sorte à ce qu'elle inclue les intérêts stratégiques et économiques des acteurs militaires. Parmi les éléments entérinant ce changement de direction figure la mise en place, en novembre 2019, de l'Autorité du CPEC (*CPEC Authority*), une entité chargée de l'allocation des ressources et de la coordination des projets. Le gouvernement Sharif avait refusé sa création, arguant qu'elle ne ferait qu'ajouter une entité administrative supplémentaire et superflue, puisque ces tâches étaient déjà assurées par la Commission au Plan (*Planning Commission*). La nomination à la tête de l'Autorité du CPEC du Lieutenant-général à la retraite Asim Bajwa permet à l'institution militaire de faire valoir ses intérêts et de capter une part importante des investissements chinois. L'un des principaux bénéficiaires de cette donne est, selon A. Siddiqa, l'entreprise *Frontier Works Organization* (FWO) qui a très rapidement obtenu un grand nombre de concessions minières dans le cadre du CPEC. La chercheuse précise ici que l'attribution de postes-clés du secteur économique à des militaires constitue un gage de bonne gestion, en vertu de l'image d'hommes incorruptibles dont ils jouissent au sein de l'opinion publique.

Cette représentation a été savamment construite par l'armée avec l'assentiment des dirigeants civils qui la mobilisent aussi bien sur la scène politique nationale qu'à l'international. Asim Bajwa a ainsi fait partie de la délégation pakistanaise au forum de Davos en janvier 2019, alors que le Général Qamar Javed Bajwa, Chef d'état-major de l'armée de terre et membre du Conseil national au développement, a effectué des visites à Londres (octobre 2018) et aux Etats-Unis (juillet 2019). A ces occasions, il a notamment évoqué la possibilité d'un abandon de la Chine pour un nouveau partenariat avec les puissances occidentales. Ce jeu de balancier répond à deux objectifs. Le Pakistan cherche d'une part à éviter une trop grande dépendance économique et militaire envers la Chine afin de ne pas tomber dans le « piège de la dette » comme cela est arrivé au Sri Lanka. D'autre part, il espère obtenir des Etats-Unis le soutien en faveur du retrait du Pakistan de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) ainsi qu'un accord pour la reprise de la formation des troupes pakistanaises, annoncé depuis.

Bien que faisant l'objet d'une analyse plus succincte, le second exemple avancé par A. Siddiqa afin de rendre compte de l'implication des acteurs militaires dans les grands projets d'infrastructure concerne le couloir de Kartarpur reliant le Pakistan à l'Inde. Cette route de 2,5 km permet aux Sikhs indiens de se rendre au temple de Dera Baba Nanak, au Pakistan. Sa construction est l'objet de discussions entre les deux pays depuis les années 1990, mais les militaires pakistanais se sont opposés à sa réalisation, condamnant *de facto* le projet. L'ouverture du couloir en novembre 2019 est, selon A. Siddiqa, à mettre sur le compte de nouveaux intérêts des militaires. Sur le plan économique, sa construction a été entièrement conduite par des entreprises appartenant à l'armée. Sur le plan stratégique, l'axe permet de réactiver les liens entre l'armée pakistanaise et les Sikhs du Pendjab utilisés dans les années 1980 comme pièce-maîtresse lors du mouvement séparatiste.

A.Siddiqa conclut sa présentation en montrant que le CPEC et le corridor de Kartarpur incarnent ce nouvel interventionnisme militaire au Pakistan, au sein duquel les considérations d'ordre économique, politique et stratégique sont à ce point intriquées que la séparation entre intérêts civils et militaires en devient caduque.